



APPEL : Se (ré)enraciner dans les ruralités en temps de crises

Par le Mouvement rural et post-urbain
Soutenu par la Fondation pour le Progrès Humain

Les **ruralités** sont de retour dans le débat public. À mesure que les crises écologiques et sociales s'intensifient et que les échéances politiques se rapprochent, elles retrouvent une place centrale. Les notes d'experts se multiplient (mais majoritairement de l'aménagement) et les responsables politiques s'y intéressent. Dans le même temps, depuis la pandémie de Covid notamment, un nombre croissant de citoyennes et citoyens s'interroge sur les **conditions concrètes d'un avenir habitable** (dans les villes et plus encore hors des villes), questionnement accru par les canicules, sécheresses et « méga feux » de cet été 2026.

Pourtant, les ruralités continuent d'être pensées, dans la majorité de ces débats florissants, selon des lacunes parfois réelles à combler (disparition des services publics, fortes vacances commerciales, éloignement des polarités économiques, etc.) ou selon des potentialités qu'elles offriraient (lieux de villégiature saisonniers ou de ressourcements), mais rarement sous l'angle de leurs **formes de vie**. Or, ce sont bien elles et leurs ressources matérielles qui présentent, dans ces temps de crises, les conditions d'existence écologique, sobres et autonomes.

Tout d'abord, les campagnes concentrent les ressources nécessaires à la **subsistance**, qu'elles soient alimentaires, matérielles, énergétiques... indispensables à la **viabilité** de notre société tout entière. Elles offrent également des **conditions de vivabilité** environnementale et de reconnexion avec le **vivant** bien meilleures que les villes, même si elles sont elles-mêmes altérées par l'ensemble des dérèglements, et qu'elles ne sont pas exemptes des dérives de nos systèmes industriels (agro-industrie intensive par exemple). Enfin et surtout, elles proposent souvent des **organisations** permettant plus facilement aux habitantes et **habitants** de reprendre prise sur leur propre **autonomie** : produire, construire, coopérer, prendre soin et **décider collectivement de leur devenir**.

L'autonomie dont il est ici question est d'abord **une capacité d'agir sur son territoire** et de satisfaire **localement** les besoins essentiels qui rendent la vie dignement plus sûre et possible.

Ce que les grandes concentrations urbaines ne peuvent prétendre offrir, demain moins encore qu'aujourd'hui. À l'heure de toutes les **souverainetés matérielles** (alimentaires et énergétiques), il serait temps d'y songer. Si les discours vantant l'avantage des ruralités en matière de transition écologique se multiplient (cf. les notes foisonnantes de la Fondation Jean Jaurès), si de grands changements territoriaux sont dorénavant discutés (telles les éco-régions), ils ne peuvent répondre aux défis écologiques qu'à la condition de partir des **campagnes** et de leurs **cultures d'habiter** et non en proposant simplement de nouveaux échelons d'intervention ou en parlant ingénument de mélange villes-campagnes.

Il est nécessaire de **reconnaître les communes et leurs bassins de vie vécus**, les pays géographiques et leurs milieux écologiques de subsistance (vallées, moyennes montagnes, fragments de plateaux...), ainsi que les multiples collectifs en leur sein, qui expérimentent déjà, et parfois depuis fort longtemps, d'autres manières d'habiter, de produire et de composer durablement avec leurs milieux. Il est bien, d'abord, à **reconsidérer les campagnes, leurs habitantes et leurs habitants**, et reconnaître qu'elles portent déjà des expériences politiques, sociales et écologiques premières face aux crises engagées, sans obérer les interdépendances nécessaires. L'autonomie commandée par l'urgence écologique ne pourra prendre vie qu'à l'échelle des **villages** et des **communautés**, de **la démocratie directe de proximité**, des communs d'environnement et de leurs rapports au vivant.

Nous appelons les pouvoirs publics à changer de regard autant que de méthode, à instituer une **clause rurale** pour que chaque politique publique impliquant les ruralités soit pensée et appliquée à partir de leurs conditions propres d'habiter, et **non en adaptant des modèles conçus depuis les espaces urbains**, à l'exemple de tous les programmes et tous les plans (y compris de planification écologique). C'est à cette **condition de (ré)enracinement** que l'ensemble de la société pourra sérieusement affronter la globalité des altérations, l'ensemble des mutations. C'est à cette condition que la société pourra surmonter la crise écologique, sociale, économique et... politique.



Les premières Organisations signataires :

Association des Maires Ruraux de France
Terre de liens
Confédération Nationale des Foyers Ruraux
Collectif des Associations Citoyennes
Etats généraux communaux
Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural
Coopérative Oasis
Syndicat Inter-Massif pour la Production et l'Économie des Simples
Collectif pour une Transition Citoyenne
Fédération de l'Habitat Réversible
Fédération française des coopératives d'habitants et d'habitation Habicoop
Habitants de Logements Ephémères et Mobiles Halem
Mouvement Utopia
Collectif Citoyens Plan A
Technologos
Association Adrastia

Les premiers Lieux de l'alternative signataires :

Désobéissance fertile (Haute Vienne)
Maison de Courcelles (Haute-Marne)
Institut de Tramayes (Saône et Loire)
Forêt Gourmande (Saône et Loire)
La Fabrique du Viala (Lozère)
Tiers-Lieu Paysan la Martinière (Haute-Loire)
Landestini (Haute Loire)
Mortagne en transition (Orne)
Nomade Land (Côtes d'Armor)
Demain sur la terre (Morbihan)
Les hommes fourmillent (Orne)

Pour signer l'appel : <https://urls.fr/Aj-Bdm>
